

/ TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

octobre 2013

LE POINT APRÈS LA CONFÉRENCE ENVIRONNEMENTALE

APRÈS UN AN DE DÉBAT NATIONAL SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE QUI N'A ABOUTI À AUCUN CONSENSUS SUR LES SUJETS ESSENTIELS (NIVEAU DE LA RÉDUCTION DE LA DEMANDE D'ÉNERGIE, PART DU NUCLÉAIRE DANS LE MIX ÉLECTRIQUE, EXPLOITATION OU NON DES GAZ NON CONVENTIONNELS), LE GOUVERNEMENT VA DEVOIR TRANCHER ENTRE LES DIVERSES CONCEPTIONS EXPRIMÉES LORS DES DÉBATS.

La conférence environnementale, qui se déroule dorénavant tous les ans en septembre, a été l'occasion pour le Président de la République puis le Premier Ministre d'afficher un certain nombre de principes sur lesquels FO Énergie et Mines tient à exprimer dans le présent document ses réactions.

UNE CONFIRMATION : LE PROJET DE LOI SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EST DÉCALÉ

Initialement prévu pour la fin 2013, puis pour le printemps 2014, ce projet de loi qui sera très structurant pour l'avenir est maintenant reporté à l'automne 2014, soit après les élections municipales et européennes. S'agit-il là d'une manœuvre visant à compter les voix des verts avant de faire les derniers arbitrages ? Beaucoup le pensent.

En tout cas, cela montre les difficultés de traiter un tel sujet tant les contradictions traversant la société et les angles d'approche induisent eux-mêmes des réponses différentes : **S'agit-il d'aller vers une économie plus décarbonnée ? Faut-il une énergie plus chère ou au contraire s'agit-il d'un élément essentiel à la compétitivité des entreprises et du pouvoir d'achat des ménages ?** Des réponses apportées dépendra un mix énergétique différent.

LA QUESTION DE LA DEMANDE EN ÉNERGIE : UNE RÉPONSE DU PRÉSIDENT EN CLAIR OBSCUR !

L'une des grandes questions qui avait traversé les débats sur la transition énergétique portait sur la demande en énergie.

Pour les ONG, en effet, l'engagement de notre pays de réduire par 4 les émissions de CO² en 2050 par rapport à 1990 (plus connue sous le nom de « facteur 4 ») implique une division par 2 de la demande d'énergie à cette même date.

Il faut pourtant le redire haut et fort et le député européen vert Yves Cochet a eu l'honnêteté de l'exprimer lors des débats, **un tel objectif suppose un rythme de réduction de la demande d'énergie qu'on n'a jamais connu dans l'histoire de notre pays.**



« Pour FO Énergie et Mines, on ne peut faire l'impasse sur la nécessaire réindustrialisation de la France, qui implique forcément une demande énergétique en conséquence »

Le fait que l'Allemagne s'y soit engagée n'est pas non plus probant, car ce pays qui a aujourd'hui 80 millions d'habitants connaît une baisse importante de sa démographie, au point qu'à l'horizon 2050, il y aura autant d'habitants en France qu'en Allemagne. Rien que par rapport à 2025, la France comptera 6 millions d'habitants de plus qu'aujourd'hui, soit 71 millions ! On ne peut donc pas comparer nos deux pays sans biaiser le raisonnement.

Face à cela, le Président de la République a eu une position en clair-obscur. Il a affirmé sa volonté de réduire par deux la demande d'énergie en 2050, mais a aussitôt ajouté qu'il ne s'agissait pas d'un dogme, mais d'un « objectif mobilisateur », et que « si nous en sommes à un peu moins, ce ne sera pas une calamité », terminant par « nous devons adapter cette perspective à ce que sera la croissance ».

Bref, rien de contraignant dans tout cela et c'est tant mieux. Pour FO Énergie et Mines, on ne peut faire l'impasse sur la nécessaire réindustrialisation de la France, qui implique forcément une demande énergétique en conséquence, **ni accepter que l'on réduise la demande des ménages par toutes sortes de moyens plus ou moins contraignants impliquant des pertes de pouvoir d'achat et une dégradation des conditions de vie.**

LA RÉDUCTION DE LA PART DU NUCLÉAIRE DANS LE MIX ÉLECTRIQUE À 50 % ET LA FERMETURE DE FESSENHEIM : UNE OPPOSITION CONFIRMÉE DE FO

Le Président de la République a rappelé son objectif de 50 % de nucléaire dans le mix électrique à l'horizon 2025, en ajoutant que cela commençait par la fermeture de Fessenheim en 2016.

S'agissant de Fessenheim, pour FO Énergie et Mines, la bataille est loin d'être terminée. La constitutionnalité d'une loi fermant Fessenheim est douteuse et l'artifice consistant à la fermer au nom du respect d'une proportion de nucléaire dans le mix électrique l'est tout autant. En outre, la question des besoins de production en 2016 est déjà posée et serait aggravée par la fermeture de cette centrale. Enfin, le coût de l'indemnisation des investisseurs étrangers dans cette centrale serait très élevé et représenterait un vrai gâchis d'argent public ! Sans compter les dégâts en termes d'emplois !



Sur la proportion de 50 % du nucléaire dans le mix électrique, cet objectif ne signifie rien en soi si on ne met pas en face la demande électrique à satisfaire et donc la satisfaction des besoins. Mais on a déjà souligné que la population française allait croître.

A cela s'ajoutent des substitutions d'usages en faveur de l'électricité : 2 millions de véhicules électriques sont par exemple attendus en 2025 et le Président a appelé de ses vœux le développement de ces véhicules. **Tout cela implique la nécessité d'avoir des moyens de production en conséquence associés à des infrastructures réseau fortes.**

Enfin, on doit prendre en compte la croissance de l'électricité spécifique : de ce point de vue, la consommation des centres de traitement de données, les « data centers », mais aussi des portables et autres tablettes connaît une croissance très forte. Pour mémoire, les data centers consomment aujourd'hui 9 % de l'électricité française avec un taux d'augmentation de 10 % par an !

Le Président de la République semble avoir conscience de ce point en indiquant « *qu'évoquer la diminution de la part du nucléaire à l'horizon 2025, s'il n'y a pas un plan de développement des énergies renouvelables, c'est une perspective qui peut être affichée, mais qui ne sera pas tenue* ».

Cependant, la plupart de ces énergies renouvelables et en particulier l'éolien et le photovoltaïque sont des énergies intermittentes qui ne pourront remplacer le nucléaire et des sites de production centralisés... Sans compter que le surcoût de ces énergies pèse déjà lourdement sur la facture des ménages à travers la CSPE (Contribution au Service Public d'Électricité) et que le degré d'acceptation des français à la hausse des prix de l'énergie est à l'évidence moindre que celui de nos voisins allemands. **La démonstration du Président de la République relève donc au final plus de l'incantation.**



En outre, la presse indique que le Gouvernement pourrait donner son accord à la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires de 40 à 50 ans, ce dont FO Énergie et Mines se féliciterait si cette mesure était confirmée. Mais **comment concilier une telle mesure avec la fermeture de Fessenheim et une réduction aussi drastique de la demande d'énergie ?**

Enfin, et pour faire bonne mesure, on ne peut passer sous silence le fait que la transition énergétique allemande, si souvent vantée par les ONG, s'est traduite par une augmentation de 2 % de leurs émissions de CO2, lesquelles sont déjà notoirement plus élevées que les Français.

LA RÉDUCTION DE 30 % DES ÉNERGIES FOSSILES : UNE PROPOSITION « SORTIE DU CHAPEAU »

Nombreux ont été ceux faisant remarquer lors des débats sur la transition qu'il était étonnant que le gouvernement se fixe comme objectif une réduction de la part du nucléaire, énergie décarbonée, alors que les experts ne cessent de soutenir avec raison que l'impératif d'aujourd'hui, est la réduction des émissions de CO².

C'est sans doute pour cela que le Président de la République a sorti de son chapeau cette mesure qui n'avait jamais été discutée lors des débats sur la transition énergétique.



Pour le Président de la République, cette mesure se justifie par le coût des importations d'énergie fossile et son impact sur la balance commerciale : en fait, **il n'y aurait pas de déficit commercial s'il n'y avait pas d'importation d'énergie fossile, les deux chiffres étant sensiblement équivalents.**

Mais là où le bât blesse, c'est quand le Président s'interdit de savoir si notre pays dispose ou non de pétrole ou de gaz non conventionnels (de schiste) et de lancer un programme de recherches pour une exploitation respectueuse de l'environnement. La conséquence sera l'importation dans les prochaines années de gaz et pétrole de schiste exploités dans des conditions environnementales parfois dégradées. On se donnera alors bonne conscience à bon compte !

FO, FORTEMENT IMPLIQUÉ DANS LE DÉBAT SUR LA TRANSITION

D'autres mesures annoncées par le Président de la République sont pour leur part consensuelles, comme celles sur la rénovation thermique des bâtiments et la mise en œuvre de moyens pour y parvenir. Reste à vérifier la permanence de l'effort de l'État sur la durée et que celui-ci commence à être exemplaire sur ses propres bâtiments, ce qui est loin d'être le cas actuellement.

FO Énergie et Mines continuera à s'impliquer fortement dans les débats qui vont avoir lieu jusqu'à la publication de la loi sur la transition énergétique. Nous continuerons à rejeter la concurrence dans les services publics et combattons en particulier tous ceux qui veulent remettre en cause le monopole de distribution et qui prônent la mise en concurrence dans l'hydraulique.

Nous continuerons à développer une vision pragmatique qui s'appuie sur les réussites industrielles et sociales de notre pays.

L'énergie est l'un des atouts de la France. Ne le gaspillons pas !